

Il est dans l'intérêt du Canada, aussi bien que dans celui de l'Amérique latine, de veiller à poursuivre dans la voie des récents progrès et à éviter de retomber dans un cycle sans espoir de violence, de répression et de pauvreté. Le système financier international exige une période soutenue de croissance économique et de stabilité dans la région.

L'environnement de la planète demande que l'on trouve des solutions novatrices en Amérique latine, ce qui ne sera pas possible dans un climat de pauvreté. Et nos sociétés ne pourront être libérées de l'emprise de la drogue tant que les pays pourvoyeurs n'auront pas offert à leurs travailleurs des solutions de rechange viables et tant que nous, Nord-Américains, n'aurons pas réussi à briser le syndrome dévastateur d'une demande en pleine expansion.

Pour le Canada, la décision d'élargir son rôle en Amérique latine est synonyme à la fois de continuité et de changement :

- Nous entretenons depuis longtemps des relations économiques avec la région. L'Amérique latine est le troisième marché en importance pour les capitaux d'investissement canadiens, après les États-Unis et l'Europe.
- Les exportations canadiennes vers la région ont représenté plus de 2,1 milliards de dollars en 1988. Nos échanges avec l'Amérique latine dépassent en importance ceux que nous avons avec les pays de l'Asean et la Chine combinés.
- Le Canada a participé de très près à la réforme de la Banque interaméricaine de développement, dont la revitalisation récente a entraîné une augmentation de 78 % des ressources à sa disposition.
- Nous avons joué un rôle actif dans le cadre des efforts internationaux visant à alléger le fardeau de la dette de l'Amérique latine. Nous avons consenti des prêts-relais totalisant environ 600 millions de dollars à l'Argentine, au Mexique et au Brésil, pour les aider à obtenir un financement à court terme en prévision de nouveaux accords avec le FMI. Par l'entremise du Club de Paris, nous avons rééchelonné la dette officielle du Brésil, du Mexique, du Costa Rica, de l'Argentine, du Pérou et de l'Équateur. Nous avons fourni au Costa Rica et à la Colombie un soutien au titre de la balance des paiements. En outre, nous présidons le groupe d'appui au Guyana, et nous allons verser au cours des trois prochaines années la somme de 60 millions de dollars pour aider ce pays à se doter d'une base économique solide en vue d'un avenir plus prospère.